des accusations que j'avais portées au sujet de l'administration de ce ministère et du ministère de la Défense nationale à Kingston. J'ai dit que je pouvais les prouver et je l'ai fait. L'honorable député sait que certaines de ces questions ne peuvent être abordées, parce qu'elles n'ont pas trait à l'année financière sur laquelle porte le rapport de l'auditeur général. J'ai pris la peine d'aller aux renseignements et j'ai constaté qu'elles n'apparaîtront qu'au rapport portant sur l'année financière écoulée le 31 mars 1938, rapport qui sera déposé sur le bureau de la Chambre à la prochaine session. C'est ce que je lui ai dit hier. Personne n'a supposé qu'il avait été de connivence à ce sujet. La phrase antérieure à celle-là est celle que je désire surtout signaler. Il a dit qu'il y remédierait. Il a vu les conditions qui règnent à Kingston et il les a qualifiées de mauvaises.

L'hon. M. ROGERS: J'ai dit que l'on fermerait les camps de chômeurs.

Le très hon. M. BENNETT: Je songeais à l'administration. Bien plus, je me rappelle une pleine page d'annonce qui parut le jour où le Dr Ross prononça un discours à cet endroit. Je ne crois pas qu'il faille en blâmer le ministre. On devrait mettre fin à ces abus. Le ministre a parlé sur ce ton élevé et j'ai dit hier, et je le répète, que c'est ce que nous attendons. Peu nous importe ce que d'autres ont dit, nous voulons un remède. Nous voulons que ces abus disparaissent. Je veux que cette affaire soit tirée au clair et réglée.

L'hon. M. ROGERS: Le ministère du Travail enquête immédiatement au sujet de toute plainte qui lui parvient au sujet de la loi des secours ou de l'une quelconque de ses autres fonctions. J'affirme n'avoir reçu de Kingston qu'une seule plainte portant sur l'existence de passe-droits au sujet de l'affaire que le très honorable député a discutée, et cette plainte fit l'objet d'une enquête. A ma connaissance, je ne sais pas une seule plainte qui n'ait pas fait l'objet d'une enquête. Si le très honorable député me signalait ces questions je leur accorderais mon attention immédiate et minutieuse.

Le très hon. M. BENNETT: Je me borne à signaler la question en jeu. Le ministre a formulé des remarques en public et j'ai fait une affirmation en public en ce qui concerne les abus qui règnent, je crois, et qui peuvent être prouvés. Je lui demande d'y remédier. Si j'ai parlé en public, c'est parce que le ministre a fait savoir, sur les tréteaux publics, ce qu'il se proposait de faire. Il est beau de

dire: "Vous avez fait tout cela et même pis", mais ce ne sont pas tout à fait les termes dans lesquels on s'adressait à l'électorat. C'est vieux jeu.

L'hon. M. ROGERS: Je vais tâcher de rectifier. Je sais que mon très honorable ami tient à ce qu'on tire les choses au clair. J'ai d'abord déclaré que nous étudierions les plaintes à mesure qu'elles se présenteraient. C'est la première chose à faire; autrement dit, redressons la situation. Ce n'est qu'ensuite que j'ai parlé de l'état de choses antérieur, en quoi je pense avoir été rigoureusement logique.

Le très hon. M. BENNETT: Tout de même, l'honorable député eût été médiocrement persuasif s'il s'était adressé au peuple dans les termes suivants: "Elisez-moi à la place du général Ross, car nous entendons continuer et perfectionner les méthodes de favoritisme suivies par lui dans cette circonscription."

L'hon. M. ROGERS: Je ne crains pas de dire qu'il y a eu amélioration.

Le très hon. M. BENNETT: Le ministre dit qu'il y a eu amélioration. Tout ce qui me reste à dire, c'est qu'auparavant la situation devait être bien mauvaise, car personne n'osera prétendre qu'un redressement ne s'impose pas, sur la foi même des paroles du ministre. Peut-on concevoir qu'un employé prend de la pierre et qu'il prétend ensuite avoir obtenu la permission de la prendre, alors qu'elle appartient à l'Etat! Ce n'est pas ainsi qu'il faut agir. Il y a ensuite ces nominations laissées à la discrétion d'un homme à qui on donne le droit de choisir les employés qu'il lui plaît; puis mes taxes et celles du peuple serviront à procurer de l'emploi à une certaine catégorie d'hommes. Cela est mal, surtout lorsqu'il s'agit de secours. Bien plus, si le ministre est juste, il admettra que la première fois que j'ai soulevé la question, j'ai parlé de ces nominations à des emplois casuels qui relèvent de lui-même et mes protestations portaient sur..

L'hon. M. ROGERS: Il est regrettable que mon très honorable ami ait, précisément à cette occasion, cité de rapport en nous accusant spécifiquement d'injustice au sujet des avantages offerts lorsqu'il s'est agi d'employer des gens sous l'empire des lois de secours.

Le très hon. M. BENNETT: Assurément.

L'hon. M. ROGERS: Cependant, les allusions n'avaient aucunement trait à ceux qui travaillaient dans des entreprises d'assistance.

Le très hon. M. BENNETT: J'ai dit soumis à des lois d'assistance. J'ai tâché de démontrer que je sépare nettement les lois d'assis-